

## LE MYTHE DE LA TECHNOCRATIE BUXELLOISE

Rémy Prud'homme<sup>1</sup>

Mai 2014

Il y a de bonnes raisons de penser et de dire du mal de l'Union Européenne : beaucoup des politiques qu'elle mène (par exemple en matière de transport, d'énergie, de recherche, d'agriculture, de concurrence, d'aide au développement, ou encore de défense des consommateurs) sont éminemment critiquables. Mais la raison la plus souvent avancée, et rabâchée *ad nauseam*, à savoir que Bruxelles est un repaire de technocrates coupés des réalités politiques, est mauvaise. En réalité, l'Union est au contraire la plus politique et la moins technocratique des institutions internationales. Cela est vrai de chacun de ses trois principaux organes.

Le Parlement européen, pour lequel nous allons voter, est entièrement composé d'hommes et de femmes élus au suffrage universel. De plus, le mode de scrutin, le scrutin de liste, notamment en France, fait que ces parlementaires sont largement choisis par les états-majors des partis politiques. Difficile d'imaginer une assemblée plus politique, pour ne pas dire politicienne.

Le Conseil européen, qui pèse plus lourd que le Parlement, puisqu'il prend toutes les décisions importantes, est composé des chefs de gouvernement des Etats membres ou, lorsqu'il statue sur des problèmes particuliers, des ministres concernés en exercice dans les pays membres. On peut s'inquiéter de la lourdeur paralysante d'une telle instance de décision, mais il est absurde de déplorer son caractère technocratique. Elle est par essence ultra-politique.

Reste la Commission, en principe composée de fonctionnaires apolitiques recrutés au mérite. En réalité, elle est largement dominée par des politiciens professionnels. Elle est tout d'abord dirigée par un président et des commissaires qui sont pratiquement tous d'anciens ministres, ce qui, on en conviendra, ne les définit pas précisément comme des technocrates. Ils sont désignés par les politiciens du Parlement et du Conseil, et choisis pour des raisons politiques (au sens de partisan), pas pour leurs connaissances techniques. Ce processus produit parfois des commissaires compétents ; il

---

<sup>1</sup> Professeur des universités (émérite)

sert aussi souvent à caser des politiciens restés sur la touche dans leurs pays respectifs. Ensuite, ces commissaires recrutent la plupart des membres de leurs cabinets, ainsi que leurs directeurs généraux, selon des critères à leur image. Cette politisation percole jusqu'à des niveaux moyens ou même bas de la pyramide bruxelloise. On y trouve des secrétaires qui doivent leur emploi à l'intervention directe d'un politicien grec ou bulgare. Le contraste est frappant avec une institution comme la Banque Mondiale, où recrutements et promotions se font au mérite, et où il est habituel de voir un fonctionnaire sans aucun appui politique accéder à une vice-présidence (un vice-président de la Banque Mondiale est à peu près l'équivalent d'un commissaire de la Commission). Au fil des ans, la dé-technocratisation de la Commission s'est d'ailleurs accentuée. Il est loin le temps où un Raymond Barre devenait commissaire.

L'Europe est donc politique à 90%. Serait-elle plus efficace (ou moins inefficace) si elle l'était à 95%, avec une louchée de Harlem Désir en plus et une brochette de Mario Monti en moins ? Beaucoup le pensent. On peut en douter. Mais ce qu'on ne doit pas faire, c'est vitupérer l'Europe d'aujourd'hui au motif qu'elle serait dominée par des technocrates irresponsables. Pour le meilleur ou pour le pire, elle est actuellement entre les mains de politiciens élus. On ne bâtit pas une politique sur un mythe erroné, sinon mensonger. Si vous n'aimez pas l'Europe, trouvez une meilleure excuse.